

Par e-mail : <https://www.lalibre.be/planete/environnement/2022/12/08/des-objectifs-revus-a-la-baisse-les-vingt-sept-veulent-rediscuter-de-la-reduction-de-50-de-lusage-des-pesticides-chimiques-dici-2030-A54RYL5INREWHJONA37HTTSDUE/>

## **Des objectifs revus à la baisse ? Les Vingt-sept veulent rediscuter de la réduction de 50 % de l'usage des pesticides chimiques d'ici 2030**

**L'UE prévoyait un objectif global de réduction de 50 % d'ici à 2030 l'utilisation des pesticides chimiques et de l'usage des pesticides les plus dangereux. Mais dix États membres ont lancé un appel pour que la Commission effectue une nouvelle étude sur l'impact de la législation.**

[Olivier le Bussy](#) Publié le 08-12-2022

L'Union européenne va-t-elle revoir à la baisse ses ambitions de réduction de l'usage des pesticides ? Dans le cadre de la stratégie "De la ferme à la table", la Commission européenne avait déposé en juin dernier une proposition de révision de la législation de 2009 fixant un double objectif global de réduction de 50 % d'ici à 2030 l'utilisation des pesticides chimiques et de l'usage des pesticides les plus dangereux. Cet objectif global est décliné en objectifs nationaux qui, cumulés, doivent permettre de l'atteindre – ce que signifie que certains pays doivent faire un effort plus important que d'autres. Le texte prévoit également l'interdiction totale des pesticides à proximité des zones sensibles (parcs, jardins et sentiers publics, terrains de jeux et de sport...).

### **La guerre en l'Ukraine change la donne, défendent plusieurs capitales**

Comme le prévoit le processus législatif européen, la proposition de la Commission a été soumise au Parlement européen et au Conseil (l'institution au sein de laquelle sont représentés les États membres), qui doivent chacun arrêter leur position sur le texte, puis trouver un compromis pour son adoption. Les travaux n'ont pas encore commencé, dans aucune des deux institutions. En septembre dernier, dix États membres (Autriche, Bulgarie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Malte, Pologne, Roumanie, Slovénie et Slovaquie) ont lancé un appel pour que la Commission effectue une nouvelle étude sur l'impact de la législation, estimant que la première étude ne tenait pas compte de l'effet de la guerre en Ukraine sur la sécurité alimentaire dans l'Union et le reste du monde. Le point de vue de ces pays qu'une réduction de 50 % de l'usage des pesticides risque d'affecter la production européenne.

Ces dix pays semblent en avoir convaincu suffisamment d'autres d'appuyer leur requête. Sauf surprise, il se trouvera une majorité qualifiée (au moins 55 % des États membres représentant au moins 65 % de la population de l'Union), samedi, lors de la réunion des ambassadeurs des Vingt-sept auprès de l'UE pour prier la Commission d'effectuer une nouvelle étude d'impact. Côté belge,

on indique qu'on ne s'opposera pas à la demande, pour ne pas bloquer le dossier, mais on insiste sur le fait que les compléments d'informations de la Commission doivent parvenir rapidement.

## **Un report à la prochaine législature européenne ?**

Les organisations environnementales sont pendues à la sonnette d'alarme, affirmant à qui veut l'entendre que cela équivaudrait à torpiller l'ambition de la proposition de la Commission.

*“Beaucoup d'États membres voudraient reporter cette discussion sur la réduction de l'utilisation des pesticides.”*, déplore l'eurodéputée verte allemande Sara Wiener, rapporteure de la commission Environnement du Parlement européen pour le texte. *“Le Conseil a fait le choix de l'obstruction parlementaire”*, peste son collègue vert français Claude Gruffat, rapporteur fictif pour la commission Agriculture du Parlement. *“C'est l'argumentaire classique de l'agro-industrie dire qu'une agriculture sans chimie va détruire la sécurité alimentaire. Les demandes faites pour l'étude d'impact supplémentaire portent sur rendement et prix mais il n'y a rien sur empoisonnement sur le long terme, rien sur l'environnement et la santé”*, grince le député européen. Si le Parlement européen est globalement favorable à une réduction de l'usage des pesticides, les conservateurs du Parti populaire européen (PPE), le plus important de l'assemblée, partagent l'avis des États membres qui réclament une nouvelle étude d'impact.

La Commission ne serait pas obligée de répondre à la demande du Conseil, mais il est probable qu'elle le fasse, surtout si elle provient d'une large majorité d'États membres. Le commissaire à l'Agriculture, Janusz Wojciechowski s'y est en tout cas déclaré favorable, ce jeudi. La réalisation d'analyses supplémentaires et complémentaires *“prendrait plusieurs mois”*, compte une source européenne. Le temps risque d'être compté pour qu'un règlement soit adopté avant la fin de la législature européenne. *“Nous prenons le risque que ce règlement ne soit pas adopté avant 2024. Or, la société veut la fin des pesticides et il y a aussi consensus scientifique sur la nécessité de faire”*, insiste Sara Wiener. Consensus scientifique, peut-être. Politique, c'est une autre histoire.